

Notre avenir nous appartient !

Enfin!

Le projet de Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse, le PADDUC, désormais validé par le conseil exécutif de Corse, est accessible sur le site de la CTC (www.corse.fr). Une publicité tardive qui contraste avec l'importance politique de ce document.

En définissant pour les 15-20 prochaines années, les activités économiques que la puissance publique territoriale entend soutenir prioritairement en terme d'investissement, d'aménagement du territoire, de grands équipements et de grandes infrastructures, de choix énergétiques, de traitement des déchets... le PADDUC nous rend tous responsables de choix fondamentaux pouvant aller jusqu'à l'«adaptation» des lois nationales et qui auront des conséquences importantes sur nos emplois, nos conditions de vie, notre patrimoine culturel et environnemental. Nous ne sommes donc pas excessifs lorsque **nous demandons plus d'information, plus de débat public, plus de participation.**

Quelles sont les priorités du projet de PADDUC ?

⇒ **Une croissance annuelle de 5%**, un objectif ambitieux dans le contexte actuel (1,8% au niveau national), non justifiée et qui ne veut pas dire plus de richesses partagées et plus d'emplois. Partout ailleurs, croissance soutenue rime la plupart du temps avec accroissement des inégalités sociales.

⇒ Avec quoi ? 18 000 lits hôteliers et 6000 anneaux et mouillages supplémentaires auxquels s'ajouteraient 5 à 6 golfs internationaux, **une économie balnéaire, nautique, golfique, portuaire... essentiellement consacrée au tourisme**

⇒ Et par voie de conséquence, une incitation très forte à l'investissement public vers ce secteur ainsi que des appels incessants à l'investissement privé extérieur. Car le tourisme coûte cher en équipement, en infrastructure, en fonctionnement. Il ne se résume pas à des bénéfices comme le dit le PADDUC mais implique aussi des charges payées par les contribuables

⇒ Est-ce raisonnable de miser l'essentiel de notre développement sur une seule activité ? Quand le tourisme va, tout va. Mais qu'en est-il lorsque ça ne va pas ? Est-ce raisonnable pour la stabilité des emplois ainsi créés qui pour la plupart correspondront à des travaux pauvres à bas niveau de qualification.

⇒ Véritable obsession du projet de PADDUC, **une économie résidentielle** dont l'objectif est de faire venir 40 000 personnes supplémentaires en 20 ans, sans toutefois préciser si il s'agit de résidents permanents ou intermittents. Un choix impliquant plus de spéculation, d'attaques contre la loi Littoral, de réduction des surfaces agricoles...

⇒ Et de toute évidence, le risque d'une cohabitation conflictuelle entre d'un côté des femmes et des hommes en proie chez eux à des difficultés considérables de travail, de logement, de survie culturelle, et de l'autre, des gens qui prennent des vacances ou des retraités confortablement installés et qui légitimement souhaitent profiter de ces moments de répit

⇒ Côté logement précisément, et le projet de PADDUC le reconnaît lui-même, la Corse est près de 2 fois moins bien dotée en logement social que la moyenne nationale (10,4% contre 17%). Mais là où le PADDUC devrait inventer et innover, il renvoie à l'idée d'un schéma à venir qu'il faudrait pourtant écrire en priorité.

⇒ A ces activités prioritaires, le tourisme et l'économie résidentielle, s'ajoutent un peu d'agriculture, d'aquaculture, d'énergies renouvelables... Le traitement à la marge de ces activités nous laissent à penser qu'il s'agit davantage de cautions visant à **mieux vendre la destination «Corse»** en l'étiquetant avec quelques marques de produits identitaires et écologiques, «nature et vrais»

En fait, rien de nouveau sous le soleil corse. Le tourisme, encore et toujours le tourisme comme remède miracle depuis 40 ans. Encore et toujours, le salut venant de l'extérieur et une économie sous dépendance, non plus administrative mais de plus en plus touristique et résidentielle.

Pourquoi avoir attendu si longtemps ?

Pourquoi cette absence de transparence à un moment où on ne cesse de parler de confiance? Que signifie cette indigence démocratique qui accompagne l'élaboration du PADDUC depuis le début ? Par exemple, pourquoi en 2004 confier la conception de ce plan à des experts parisiens et auvergnats, et ignorer totalement les compétences disponibles ici comme l'Université de Corse ? Et comment expliquer qu'aucun des 4 documents rédigés depuis n'ait été discuté avec les autres élus de l'Assemblée de Corse ? Désormais, on nous impose un « débat » à marche forcée qui consistera à faire adopter en quelques semaines un PADDUC lui-même en gestation depuis plusieurs années.

Nous sommes conscients que **la Corse a besoin d'un développement**. Désormais, la pauvreté sans cesse croissante dans notre société nous oblige à sortir d'un système à bout de souffle. Mais sortir de la situation d'assisté et de précaire suppose que le secteur privé productif corse se fortifie et devienne l'instigateur de développement.

Nous sommes conscients que **la Corse doit s'inscrire dans la mondialisation**. Non pas en misant sur une mono-activité mais en diversifiant ses productions et ses activités dont le tourisme, en développant ses exportations, en créant des emplois diversifiés et plus riches. Non pas en se perdant corps et âme sous le coup d'une ouverture tout azimut, se soumettant ainsi au dogme néolibéral mais en donnant à sa population permanente les moyens d'un développement réellement durable, solidaire et démocratique, notamment au sein de son environnement européen et méditerranéen.

Nous sommes conscients que **la Corse ne se fera pas sans les Corses**. Face à la logique de méfiance qui inspire le projet de PADDUC, nous revendiquons:

- une capacité à débattre de notre avenir, à créer et à entreprendre, à promouvoir un développement endogène et une « exception corse » qui tire les leçons des échecs des modèles fondés sur le tout tourisme et vise plutôt à créer un début d'émancipation économique
- la définition d'objectifs précis de développement durable et humain qui n'ignorent pas les générations à venir, la lutte contre les inégalités, l'augmentation du niveau d'instruction ou de l'espérance de vie à la naissance, l'égalité entre les femmes et hommes, la maîtrise du foncier, la préservation de la bio-diversité, la création et la pérennisation d'entreprises....

En Corse comme ailleurs, il ne peut y avoir de développement et d'épanouissement sans celles et ceux qui vivent, travaillent et espèrent ici et maintenant.

Les signataires : ABCDE – association Euromediterranea – Le Poulpe – Associu corsu Corsica per vive – Associu Scopre – CFDT Corsica – Diritti Païsana – FDSEA Haute Corse – Le GARDE – Ligue des Droits de l'Homme – Mutuelle de la fonction publique – Ordre des avocats d'Ajaccio – Per a pace – Rassemblement des musulmans de Corse – Secours populaire français – SNEP-FSU – STC – SNJ France 3 Corse – Tavagna club – U svegliu calvese – Union des Marocains de Corse-du-Sud – Union régionale des foyers ruraux – UNSA Corse – Via campagnola.